



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

DÉPENDANCE ECONOMIQUE AU TCHAD

26% du PIB pour financer la consommation
des jeunes et des personnes âgées



Source : Flickr Tchad 2017



Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel
Projet SWEDD-Tchad

DÉPENDANCE ECONOMIQUE AU TCHAD

« 26% du PIB pour financer la consommation des jeunes et des personnes âgées »

Au Tchad, la population est relativement jeune car l'âge moyen est de 19,7 ans et 50,6% de la population a moins de 15 ans. Outre cette situation, le pays présente un fort taux de fécondité avec un ISF qui s'établit à 6,4 enfants par femme et une très faible utilisation de la contraception (5%) selon EDS-MICS 2014-2015. Sur le plan économique, le Tchad est un pays qui dépend fortement du secteur pétrolier depuis la mise en exploitation dans les années 2000 et du secteur agricole (qui emploie 74,3% de la population) encore très dépendant des aléas climatiques. Entre 2004 et 2005, l'exploitation du pétrole a entraîné un doublement du PIB nominal qui est passé de 1 732 milliards FCFA en 2004 à 3 523 milliards FCFA en 2005. Le rendement pétrolier représente sur la période 2005-2011 en moyenne 17,4% du PIB, contre 27,2% pour les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, 17,6% pour le commerce et 37,8% pour l'ensemble des autres secteurs (INSEED, 2017).

Malgré les efforts du pouvoir public depuis quelques années, force est de constater que les disparités persistent au niveau national. Ces dernières prennent plusieurs formes. Il s'agit en particulier de la différence des niveaux et des sources de revenu, l'accès aux services publics (éducation, santé, infrastructures, etc.). Cette situation s'est traduite par une dépendance économique qui nécessite des solutions idoines pour un développement harmonieux. La méthodologie des NTA est utilisée pour quantifier la demande sociale. A travers l'analyse de la structure de la population, la technique NTA permet de fournir un ensemble d'indicateurs visant à capter la dépendance économique de la population du pays.

Par rapport au niveau de vie, de 2009 à 2011, le revenu moyen par habitant à prix courant et au taux de change officiel s'est établi à près de 328 435 FCFA/an, soit 900 FCFA/jour, ce qui est équivalent à environ 1,87 dollars US par jour. Au cours de la même période, la consommation finale moyenne par habitant, était de 319 658 FCFA, soit près de 876 FCFA, équivalent à 1,81 dollars par jour. Cette situation est marquée par un niveau de pauvreté encore élevé même si des améliorations ont été constatées. En effet, le taux de pauvreté est passé de 55,0% en 2003/2004, à 46,7% en 2011. Les résultats issus du rapport sur l'emploi (ECOSIT3) montrent qu'au niveau national, les individus âgés de 15-29 ans représentent 47,3% de la population ; ceux âgés de 30-49 ans représentent plus du tiers de l'ensemble (35,2% de la population).

Au niveau de l'activité de la population en milieu rural, parmi les personnes actives, plus de 44% sont âgées entre 15 et 29 ans et 38,5% ont un âge compris entre 30 et 50 ans, que ce soit chez les hommes ou chez les femmes. Cette situation est relative au niveau d'instruction. En effet, plus d'un actif sur deux (62,6%) est sans instruction en milieu rural, seulement 9,7% de l'ensemble a atteint le niveau secondaire et seulement 0,2% ont atteint le niveau supérieur. En milieu urbain, parmi les personnes actives, plus de 36,8% ont entre 15 et 29 ans ; seulement 16,2% ont 50 ans et plus.

En ce qui concerne la santé de la population, l'engagement d'Abuja exige que la part du budget de l'Etat consacré au secteur

de la santé soit de 15%. En 2013, en raison des retombées des ressources pétrolières, il a été consacré près de 10% du budget au secteur hormis les ressources investies dans les grands projets présidentiels. Cependant, en 2015 la part des dépenses allouées au secteur est de 5,5% compte tenu de la situation économique et financière du pays.

Au niveau de l'éducation, sur la période de 2009 et 2013, l'effectif dans le préscolaire a globalement baissé. Même si les effectifs au niveau du primaire (1 309 255 en 2014) sont relativement élevés, leur faiblesse au niveau du collège (282 354 en 2014) témoigne de la forte déperdition scolaire au niveau national.

Déficit du cycle de vie : Quand les ménages financent la quasi-totalité de leur consommation

Encadré 1 : Déficit du cycle de vie et mesure de la consommation

Déficit du cycle de vie :

Le déficit du cycle de vie (LCD) pour des individus d'âge (a) peut être défini comme la différence entre leur consommation $C(a)$ et le revenu de leur travail $YI(a)$. Il permet d'analyser les besoins de consommation à satisfaire à chaque âge en respectant le niveau des agrégats de consommation et de revenu du travail issus des comptes nationaux. Le LCD de l'âge (a) mesure la demande totale de réallocations de tous les individus d'âge (a). Un $LCD(a) > 0$ indique un surplus de consommation nécessitant des réallocations provenant d'autres groupes d'âge avec un surplus de revenu.

Mesure de la consommation :

La consommation comprend la consommation privée et la consommation publique. Ces deux types de consommation se décomposent en consommation en éducation, en santé et autres consommations (alimentation, logements, électricité et eau, etc.). Au niveau individuel, les variations des dépenses de consommation sont fortement influencées par l'âge. La moyenne des dépenses de consommation au niveau de chaque tranche d'âge dépend de facteurs culturels, historiques, biologiques, physiques, financiers et politiques (Tung, 2011). Au niveau agrégé, la moyenne et la typologie des dépenses de consommation reflètent la structure par âge de la population.

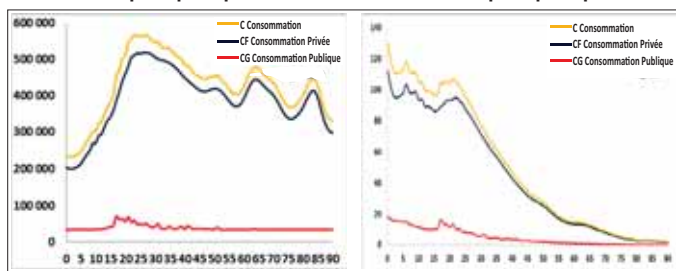
La consommation privée représente environ 90% des dépenses de consommation

Globalement, la consommation moyenne privée domine largement la consommation publique durant tout le cycle de vie. Ce résultat montre qu'en moyenne la consommation des tchadiens est essentiellement financé par les ménages alors qu'ils bénéficient peu des transferts de l'Etat. La tranche d'âge la plus consommatrice se situe entre 22 et 27 ans. A partir de 27 ans, la consommation totale suit une tendance décroissante pour le

reste du cycle de vie. Néanmoins, on note une hausse de cette croissance dans les tranches d'âge 58-63 ans et 77-84 ans. Par ailleurs, la consommation publique fluctue légèrement entre 15-52 ans puis se stabilise autour de 33 000 FCFA durant le reste du cycle de vie.

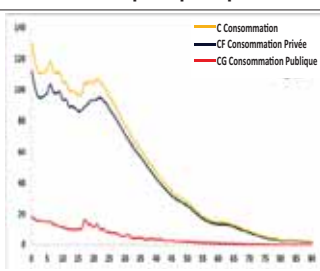
Au niveau agrégé, la prédominance de la consommation dans la tranche d'âge de 0 à 15 ans s'explique en grande partie par l'importance de l'effectif de la population à ce niveau. Par ailleurs, on note une mobilisation importante des ressources dans les secteurs d'éducation et de santé des enfants de 0 à 5 ans en ce qui concerne la gratuité d'éducation, les soins et la vaccination. De 15 à 20 ans, une légère augmentation de la consommation due à la forte proportion des dépenses dans l'enseignement secondaire, professionnel et une partie du supérieur ainsi que dans la santé de la reproduction est constatée. Après 20 ans, il est à remarquer qu'il y a une baisse vertigineuse de la consommation au point qu'elle s'annule à 80 ans. Notons à ce niveau que les pouvoirs publics dépensent moins de 20 milliards pour la tranche d'âge de 0-15 ans contre plus de 100 milliards supportés par les ménages dans la même tranche d'âge.

Graphique 1 : Profils moyens de consommation publique et privée



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016

Graphique 2 : Profils agrégés de consommation publique et privée



49% des dépenses de consommation agrégées de santé sont allouées aux moins de 15 ans.

Au niveau moyen, les dépenses de consommation de santé croient globalement entre 0 et 37 ans même si une faible baisse est remarquée entre 8 et 13 ans. Par ailleurs, elles croient également à partir de 55 ans jusqu'aux environs de 72 ans. Elles baissent ensuite pour ceux qui sont âgés de plus de 73 ans. Au niveau des services publics, les individus âgés de 15 à 55 ans consomment plus que les autres tranches d'âges. Cependant notons qu'en moyenne la différence entre le niveau de consommation de ces différentes tranches d'âges est relativement faible. Ainsi, la forte différence dans la consommation de services de santé remarquée entre les jeunes de moins de 15 ans est en grande partie due à leur effectif comparé au reste de la population. L'essentiel des dépenses de santé leur est alloué quel que soit le secteur privé ou public. Cependant, il est important de noter que dans le secteur privé les dépenses importantes sont également allouées aux individus qui ont entre 15 et 37 ans ce qui correspond par ailleurs à l'âge de la population sexuellement active.

En moyenne, la consommation publique des biens et services hors santé et éducation des individus ne dépassent pas 12% de leurs consommations totales

Les ménages dépensent en moyenne beaucoup pour les autres postes de consommations composées essentiellement de

transport, d'énergie, d'habillement, de logement, de loisirs, etc. A ce niveau la part constituée de biens et services publics ne dépasse pas les 12% pour toutes les tranches d'âge.

Au niveau agrégé, les ménages dépensent entre 109 et 82 milliards de FCFA en termes de transport, d'énergie, d'habillement, de logement, de loisirs, etc. tandis que les autres consommations publiques varient de 13 à 7 milliards de FCFA dans la même tranche d'âge. Cela laisse transparaître un écart de plus de 90 milliards de FCFA par âge. Ainsi, il apparaît qu'il reste un effort important à faire au niveau de l'Etat pour réduire les charges des ménages en ce qui concernent les autres types de consommations (transport, énergie, habillement, logement, loisirs, etc.).

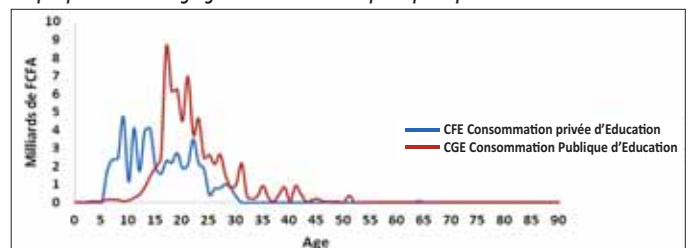
Pour l'enseignement préscolaire, primaire et moyen, la dépense de consommation en éducation reste assurée par les ménages

Au niveau individuel, les dépenses publiques d'éducation commencent à l'âge de 11 ans et croit d'une manière rapide pour atteindre son pic de 37 745 FCFA à 17 ans. On observe un creux entre 17 et 21 ans, cette situation s'explique par la transition entre les cycles secondaire et supérieur. De 21 à 52 ans, la consommation décroît en dents de scie et s'annule à partir de l'âge de 65 ans. Au niveau agrégé, les dépenses d'éducation publique ne dépassent les dépenses privées qu'à l'âge de 15 ans et atteignent leur pic à l'âge de 17 ans. Ainsi, les ménages supportent toujours une grande partie des dépenses. De plus, la consommation d'éducation s'arrête très tôt. Dans ce cas les pouvoirs publics devraient renforcer les politiques d'accès à l'enseignement primaire et secondaire et améliorer le programme d'alphabétisation et les capacités du personnel de l'éducation.

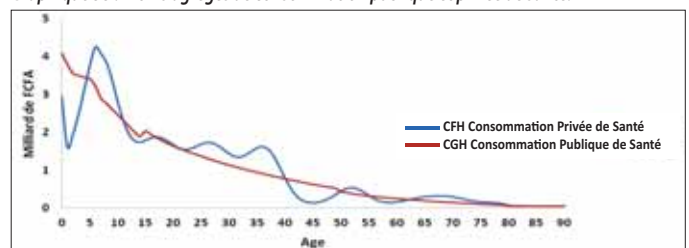
Malgré la faiblesse constatée dans la prise en charge par l'Etat des dépenses autres que l'éducation et la santé des ménages, ces dernières représentent 66% des dépenses publiques. Ces résultats montrent la faiblesse de la prise en charge du coût de la vie des ménages par le secteur public. Seul 10% de la consommation des ménages est prise en charge par le public. Tout le reste doit être financé par les ménages eux-mêmes à hauteur de 90% (soit environ 4 062 milliards).

Graphique 3 : Profils agrégés de dépenses de consommations (éducation, santé et autres)

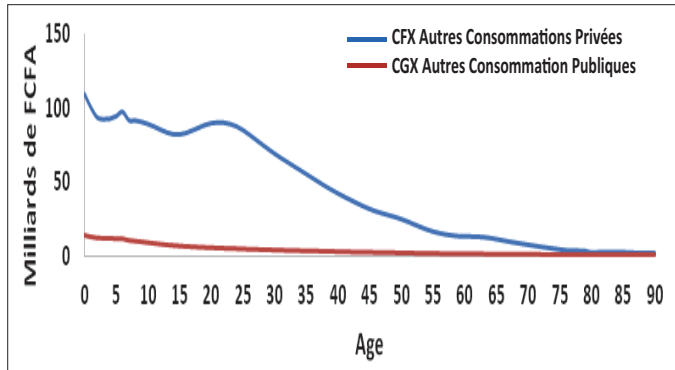
Graphique 3a : Profils agrégés de consommation publique et privée d'éducation.



Graphique 3b : Profils agrégés de consommation publique et privée de santé.



Graphique 3b : Profils agrégés de consommation publique et privée de santé.



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016

Un niveau de revenu particulièrement influencé par l'exploitation pétrolière et la faible insertion des jeunes dans le travail formel

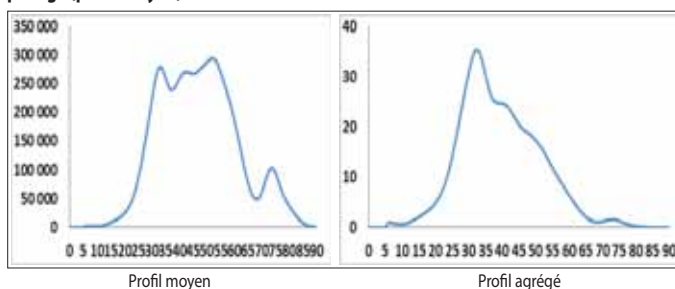
Encadré 2 : Composition du revenu

Le revenu du travail est composé du salaire, des indemnités, de la cotisation de l'employeur aux programmes de prestations publiques (par exemple, les pensions et les soins de santé) et le revenu d'un travail indépendant. Les taxes sur les produits et la production (impôts indirects) payées pour le travail sont incluses dans le revenu du travail. La valeur du temps consacré à la production domestique de biens et services marchands est incluse dans les NTA comme il l'est dans le système de comptabilité nationale.

L'évolution du niveau de revenu au Tchad a beaucoup été influencée par la mise en exploitation de ressources pétrolières à partir des années 2000. En moyenne, la distribution du revenu des individus par rapport à leur classe d'âge reflète cette situation. En 2011, les résultats montrent que de 16 à 33 ans, le revenu de travail salarié augmente substantiellement. Cette situation est liée au recrutement massif des jeunes dans le secteur pétrolier qui a eu des répercussions sur la hausse de revenu du travail salarié pour cette tranche d'âge. Une légère baisse de revenu de travail salarié est constatée chez les individus dans la tranche d'âge entre 33 et 37 ans. De 37 à 52 ans, une légère hausse de revenu de travail salarié est constatée. Cette augmentation est liée au recrutement massif dans la fonction publique en 2004 et à la reconversion à partir de 2006 des ex-travailleurs des champs pétroliers dans l'auto-emploi.

Au niveau agrégé, le revenu augmente avec l'âge et atteint son pic chez les individus âgés de 35 ans qui génèrent annuellement 35 milliards de FCFA. Après 32 ans, le revenu salarié agrégé décroît régulièrement.

Graphique 4 : Revenu moyen par individu par âge (profil moyen) Graphique 5 : Revenu agrégé par âge par âge (profil agrégé)



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016

La population âgée de 15 à 24 ans génère 6% du revenu du travail salarial global

La distribution du revenu du travail salarial montre que les revenus les plus élevés sont pour les personnes âgées entre 30 et 50 ans. Cette situation est liée au faible niveau de qualification des jeunes qui peinent encore à s'insérer dans le marché du travail formel surtout pour ceux qui abandonnent l'école à l'adolescence.

En outre, cette situation est renforcée par la faiblesse du secteur formel qui n'engage que 7,8% des actifs occupés. Le revenu salarié ne représente que 28% du revenu total agrégé alors que le revenu de l'auto-emploi fait 72% de ce revenu total agrégé. A travers cette analyse, on peut constater une inégalité de la répartition des revenus dans les différents secteurs. En effet le secteur formel n'emploie que 7,8% des actifs alors que 28% du revenu global est salarié. Par ailleurs, 92,2% des actifs sont dans l'informel avec 78% du revenu tiré des activités d'auto-emploi. Ces deux résultats montrent la différence du niveau de revenu entre les différents secteurs.

La population âgée de 6 à 15 ans génère 2% du revenu du travail de l'auto-emploi : Présence du travail des enfants

Au niveau macroéconomique, les résultats montrent que les enfants de 7-11 ans ont un revenu d'auto-emploi, ce qui laisse transparaître une entrée précoce sur le marché de l'auto-emploi même si à ces âges, ils ont un faible revenu. Cela serait probablement dû aux travaux d'auto-emploi essentiellement informels que ces enfants sont obligés d'effectuer pour se prendre en charge ou aider leurs familles respectives.

Quand les hommes gagnent 3 fois plus que les femmes

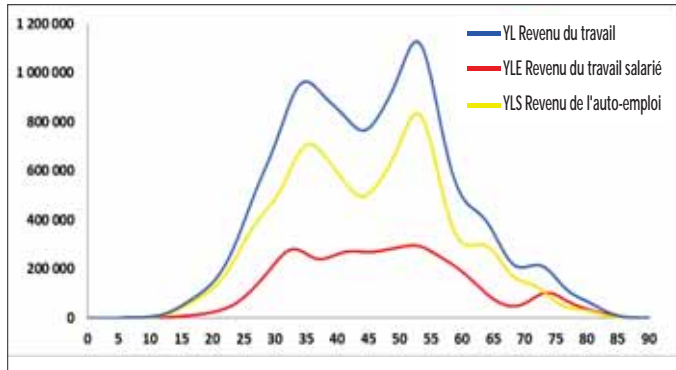
Globalement, le niveau de revenu des femmes est très largement inférieur à celui des hommes. Par ailleurs, on constate que le niveau de revenu le plus élevé chez les femmes est atteint à 33 ans et décroît à partir de 50 ans alors que pour les hommes ce revenu est relativement plus élevé jusqu'à l'âge de 73 ans. Ce résultat signifie que les femmes arrêtent le travail plus tôt que les hommes. En outre elles ont des revenus de loin inférieurs à ceux des hommes. Ce niveau de revenu est d'ailleurs au niveau agrégé 3 fois plus faible que celui des hommes qui s'élève à 2238,51 milliards de FCFA contre 755,40 milliards pour les femmes.

Le revenu de l'auto-emploi représente 72% du revenu global

Le revenu moyen par individu et par âge au niveau national montre que ce dernier est particulièrement tiré par le revenu issu des activités d'auto-emploi. Deux pics à 35 ans et à 53 ans sont ainsi observés valant respectivement 1 million de FCFA et 1,1 million de FCFA. Alors que le revenu issu des activités salariales présente une évolution différente.

Au niveau agrégé, le revenu issu des activités d'auto-emploi représente 72% du revenu global (même si le niveau de revenu est faible dans ce secteur comparé au revenu dans le travail salarié). Ce résultat révèle d'importants effectifs de Tchadiens engagés dans ce secteur.

Graphique 6 : Profil de revenu moyen (salarié, auto emploi et total)



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016



Le Déficit du cycle de vie encore élevé

Encadré 3 : Déficit

D'une manière générale, les enfants et les personnes âgées consomment plus de ressources qu'ils n'en produisent. Ils présentent un déficit, alors que les adultes en âge de travailler produisent généralement plus qu'ils n'en consomment. Ces derniers dégagent donc un surplus.

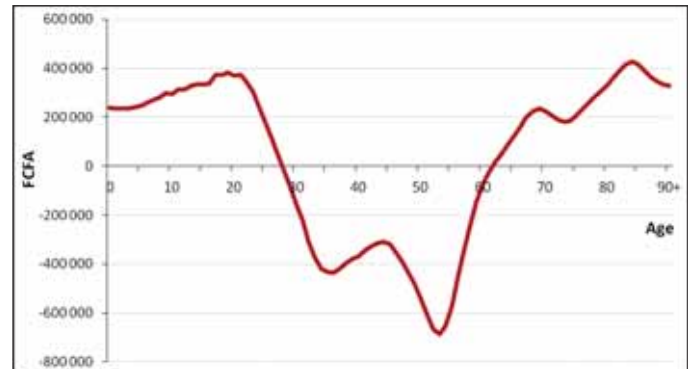
Au niveau national, le déficit est observé au niveau des groupes d'âges 0 - 27 ans et de 62 ans et plus. A la naissance, le déficit du cycle de vie au niveau moyen est évalué à environ 238 750 FCFA. Il croît jusqu'à l'âge de 19 ans (382 230 FCFA) avant de décroître jusqu'à 27 ans. Le déficit moyen à la jeunesse est d'environ 282 250 FCFA par individu alors que pour les personnes âgées de 62 ans et plus, il s'élève à 257 900 FCFA. En moyenne, les déficits des jeunes et des personnes âgées par individu sont similaires.

La différence constatée au niveau agrégé est donc principalement liée au grand effectif de jeunes comparé à celui des autres tranches d'âges. Le déficit de la petite enfance de 0 à 5 ans est estimé à 696 milliards, soit 28% du déficit total. Et celui des jeunes de 6-27 ans est estimé à 1 707 milliards, soit 69% du déficit total. Il est moins marqué pour les personnes âgées de 62 ans et plus qui représente 87 milliards. Ainsi, les individus âgés de moins de 28 ans cumulent 97% du déficit total.

D'une manière plus spécifique, en termes de surplus au niveau agrégé, les hommes dégagent un surplus important de 24 à 65 ans (42 ans) alors que chez les femmes de 36 à 50 ans (15 ans), elles dégagent un surplus très faible.

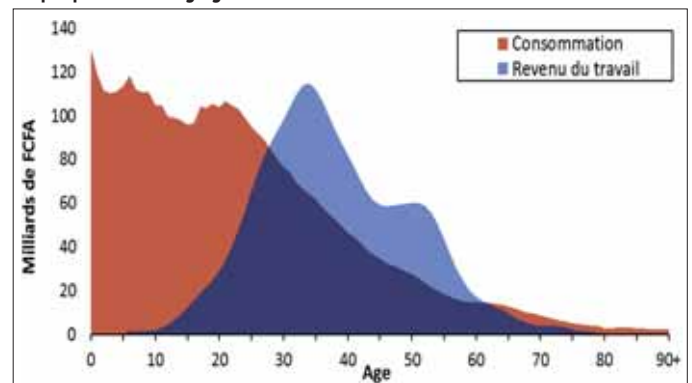
Au final, les personnes âgées de 28 à 61 ans (34 ans) dégagent un surplus estimé à 956 milliards. Il apparaît clairement que ce surplus est insuffisant pour compenser le déficit total évalué à 2 490 milliards (déficit au niveau de l'enfance, de la jeunesse et de la vieillesse). Il subsiste un gap de 1 535 milliards qui représente la demande sociale du pays en 2011, évalué à 26% du PIB de la même année (5 803 milliards de F CFA).

Graphique 7 : Profil moyen du déficit du cycle de vie



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016

Graphique 8 : Profils agrégés de consommation et du revenu du travail



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et CREG/CREFAT 2016

Recommandations :

Améliorer la participation du pouvoir public dans la vie des ménages

Au regard de ces résultats, il apparaît clairement que le coût de la vie est largement supporté par le ménages. Ainsi, le Gouvernement devrait améliorer le dispositif d'offre de services sociaux de base pour permettre aux ménages d'alléger certaines charges. Ceci est important puisque cela leur permettra de réallouer leurs ressources vers des activités génératrices de revenu.

Renforcer le dispositif éducatif et améliorer la formation professionnelle des jeunes

A ce niveau, le Gouvernement devrait renforcer le système éducatif pour augmenter le niveau scolaire des jeunes et des structures de formation professionnelle et de petits métiers afin de permettre à ces derniers de mieux s'intégrer dans le tissu de production formelle.

Diversifier le tissu économique

Les résultats montrent que le revenu moyen des individus a beaucoup été influencé par l'exploitation du pétrole. Cependant, il faudrait envisager des alternatives pour parer aux risques liés aux

fluctuations des cours mondiaux de ce produit qui impacteraient lourdement sur le bien-être des ménages.

Maîtriser la fécondité

Le poids démographique augmente le déficit. Ainsi il faudrait mettre l'accent sur des politiques sanitaires. Ces dernières pourraient s'appuyer sur la loi interdisant le mariage d'enfants et leur implication dans le processus de reproduction.

Actions :

Dans le court terme :

- Mettre en place un cadre institutionnel stable et pérenne pour mener à terme les politiques mises en place ;
- Augmenter l'effectif des structures de formation et renforcer celles déjà existantes (école, instituts de formation professionnelle, etc.) ;

- Accroître la prise en charge sanitaire. ;
- Maintenir les filles à l'école jusqu'au cycle secondaire ;
- Sensibiliser les populations sur les mariages d'enfants et l'importance de la formation des femmes.

Dans le moyen terme :

- Soutenir les activités dans les autres secteurs non pétroliers ;
- Soutenir les activités impliquant particulièrement les femmes et les encadrer pour leur intégration dans le système de production ;
- Renforcer les actions allant dans le sens de l'éradication du travail des enfants par l'adoption du code de protection de l'enfant ;
- Promouvoir les filières porteuses identifiées dans le domaine agro-sylvo-pastoral ;
- Promouvoir le respect des accords et conventions sur le travail des enfants.



Source : Flickr-Tchad 2017

Références Bibliographiques

- CREFAT (2016)**, « Rapport sur la mesure du dividende démographique du Tchad », rapport Projet Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD), Août 2017, 102p.
- MFPPESEN (2011)**, « Politique nationale genre », draft du document final.
- INSEED (2012)**, Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat « Principaux indicateurs globaux issus de l'analyse thématique », Ministère du Plan, de l'Économie et de la Coopération Internationale, N'Djaména, Août 2012, 92 p.
- INSEED (2014a)**, Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009, rapport d'analyse, thème 18, Projections démographiques 2009-2050, N'Djaména, Juillet 2014, 90p.
- INSEED (2014b)**, Troisième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad, rapport final, Profil de pauvreté au Tchad en 2011, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et Banque Mondiale, N'Djaména, Août 2014, 143p.
- INSEED (2014c)**, Troisième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad, rapport final, L'Emploi au Tchad en 2011, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et Banque Mondiale, N'Djaména, Aout 2014, 103p.
- INSEED (2014d)**, Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009, rapport d'analyse, thème 7, Scolarisation, Alphabétisation et Niveau d'instruction, N'Djaména,, Juillet 2014, 137p.
- INSEED, MSP et ICF (2016)**, Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS 2014-2015). Rockville, Maryland, USA : INSEED, MSP et ICF International, Mai 2016, 655 p.
- MENPC (2015)**, Direction des Etudes, des Statistiques et de la Carte Scolaire (DESCS), « Annuaire Statistique de l'Éducation, Année scolaire 2013/2015 », N'Djaména : MENPC, UNESCO, AFD et UNICEF, Décembre 2015, 204 p.
- MEPD (2017)**, Direction Générale des Etudes et du Plan (DGEP), « Plan Quinquennal de Développement, PQ 2017-2021 », Juin 2017, 74 p.
- MSP (2016)**, Direction de la Statistique et de l'Information Sanitaires (DSIS), « Annuaire des Statistiques Sanitaires, Tome A, 29ème Edition, Année 2015 », N'Djaména, Novembre 2016, 222 p.
- Dramani (2015 & 2016)**, Economie Générationnelle et Dividende Démographique
Tome 1 : Eléments de diagnostic au Sénégal, Edition Harmattan
Tome 2 : Théories et applications au Sénégal, Edition Harmattan
- CREFAT (2015)**, Méthodologie de Construction des comptes de transferts nationaux-Manuel de Formation